



HAL
open science

c.r. K.-J. Hölkeskamp, Senatus Populusque Romanus, Die politische Kultur der Republik – Dimensionen und Deutungen, Stuttgart, F. Steiner, 2004.

Jean-Michel David

► **To cite this version:**

Jean-Michel David. c.r. K.-J. Hölkeskamp, Senatus Populusque Romanus, Die politische Kultur der Republik – Dimensionen und Deutungen, Stuttgart, F. Steiner, 2004.. L'Antiquité classique : revue interuniversitaire d'études classiques, 2008, 77, pp.650-652. <hal-04201242>

HAL Id: hal-04201242

<https://hal.science/hal-04201242v1>

Submitted on 9 Sep 2023

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire HAL, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons CC BY 4.0 - Attribution - International License

Karl-Joachim HÖLKEKAMP, *Senatus Populusque Romanus, Die politische Kultur der Republik – Dimensionen und Deutungen*, Stuttgart, F. Steiner, 2004, 1 vol. 17,5 x 24,5 cm. 334 p. ISBN 3-515-08594-7

L'ouvrage que H. publie sous ce titre un peu programmatique est un recueil de 9 de ses articles les plus importants qu'il a repris, traduits pour ceux qui primitivement étaient écrits en anglais, toilettés et complétés de mises à jour bibliographiques.

En voici la liste :

1. Krieg, Konkurrenz und Konsens : die Expansion in Italien und die Entstehung der Nobilität (publié en 1993).
2. Die Entstehung der Nobilität und der Funktionswandel des Volkstribunats : die historische Bedeutung der *lex Hortensia de plebiscitis* (publié en 1988).
3. Senat und Volkstribunat im frühen 3. Jahrhundert (publié en 1990).
4. *Fides – deditio in fidem – dextra data et acceptae* : Recht, Religion und Ritual (publié en 2000).
5. Capitol, Comitium und Forum : öffentliche Räume, sakrale Topographie und Erinnerungslandschaften (publié en 2001).
6. *Exempla und mos maiorum* : Überlegungen zum 'kollektiven Gedächtnis' der Nobilität (publié en 1996).
7. Römische *gentes* und griechische Genealogien (publié en 1999).
8. *Oratoris maxima scaena* : Reden vor dem Volk in der politischen Kultur der Republik (publié en 1995).
9. Die Römische Republik : « Government of the People, by the People, for the People ? » (publié en 2000).

La succession des articles ne suit pas l'ordre chronologique de leur publication mais un ordre logique qui conduit à la contribution finale : une critique sévère de la thèse de Fergus Millar selon laquelle le poids du peuple dans la République romaine en aurait fait une sorte de démocratie. Cet ouvrage s'inscrit donc dans le débat qui porte sur la nature de l'organisation politique romaine républicaine ; ce que H. appelle sa « politische Kultur », c'est-à-dire l'ensemble des règles qui structuraient les représentations et déterminaient les comportements. Il s'inscrit donc dans la ligne de recherche qu'après Christian Meier, il a largement contribué à tracer et qui a été poursuivie par d'autres collègues, principalement de langue allemande. Elle consiste à examiner les fondements sociologiques des pratiques civiques romaines et à ne se contenter ni d'une analyse des institutions conçue en termes de droit public, ni d'une perception naïve et anachronique des comportements des citoyens romains qui ne tiendrait pas compte du caractère spécifique de leurs représentations et des règles morales qui s'imposaient à eux. Cet ouvrage est ainsi un rappel et une mise en perspective de réflexions personnelles. Mais elles s'inscrivent aussi dans un ensemble plus vaste de contributions d'autres auteurs dont il a présenté en parallèle un bilan historiographique : *Rekonstruktionen einer Republik : die politische Kultur des antiken Rom und die Forschung der letzten Jahrzehnte*, (Munich, 2004).

Suivons en les principales étapes. Les trois premiers articles portent sur les conditions de la mise en place de cette définition collective du Politique. H. insiste bien sur le fait que ce furent la guerre et les succès qu'elle entraîna qui mit au centre des représentations l'*imperium* et les vertus qui en rendaient l'exercice possible. Du même coup leur célébration par les rites de triomphe ou de funérailles, ou par la construction des monuments qui commémoraient les victoires, devenait indispensable à la construction des légitimités individuelles et familiales. Une distinction s'opérait entre une noblesse du mérite, réunie au sein du Sénat, et le Peuple, tout à la fois spectateur de ces manifestations et acteur puisque son assentiment et son adhésion à leur déroulement étaient indispensables. Les tribuns de la plèbe furent dans ce processus des collaborateurs réguliers du Sénat en ce qu'ils contribuèrent à la définition

collective des règles du nouveau système qui naissait de la fin du conflit des ordres, par l'usage qu'ils firent des *judicia populi* et par l'application, bien avant la lex Hortensia, des plébiscites au *populus* tout entier.

Le quatrième article analyse la *fides* comme un instrument de définition du lien social. Elle impliquait la puissance de l'une des parties et elle déterminait les devoirs réciproques. Elle était donc un des instruments de la cohésion interne de la communauté et de l'autorité sur les vaincus.

Les trois articles suivants traitent de la mémoire collective comme contexte des représentations et des comportements politiques. Elle s'inscrivait d'abord dans les espaces où se déroulaient les grands actes de la vie civique et dans les monuments qui les bordaient et contribuaient à définir la conscience collective dans la reconnaissance due aux grands hommes qui avaient remporté les victoires que ces objets commémoraient. Elle se retrouvait dans les *exempla* qui étaient autant d'anecdotes construites par les Historiens pour la conservation des actes remarquables, structuraient les modèles de comportement, faisaient d'un personnage le paradigme d'une vertu et de l'ensemble des *maiores* les *auctores* de la cité. Les grandes familles trouvaient là une partie de leur légitimité au point de chercher à renforcer leur position en recomposant des généalogies qui, pour certaines d'entre elles, remontaient jusqu'aux héros et aux dieux.

Le huitième article affronte directement la question du fonctionnement politique en revenant sur la nécessité pour les membres de l'aristocratie de pratiquer l'éloquence et de s'adresser au peuple dans une relation de confrontation et de reconnaissance réciproque où les affirmations du « moi » et du « vous » de ces deux instances de l'autorité préparaient la réunion du « nous ». L'ouvrage s'achève enfin sur la critique qui a déjà été évoquée de la thèse de Fergus Millar et qui repose fondamentalement sur l'idée que les comportements du peuple et sa capacité d'autonomie politique étaient subordonnés à cet horizon commun de représentation qui imposait à l'aristocratie d'incarner les vertus civiques et aux simples citoyens, de reconnaître sa légitimité à gouverner dès lors qu'elle se conformait à cet idéal.

Une telle représentation des règles sociologiques de fonctionnement de la cité romaine est fondamentalement juste et l'on mesure à lire ces considérations l'erreur qu'il y aurait à ne pas tenir compte de cet ensemble de paradigmes et de normes qui déterminaient les comportements, pour comprendre l'Histoire de la République. Mais comme tout modèle, elle est un peu trop idéale et il convient aussi d'en marquer les limites.

La principale tient à ce que le tableau ne tient pas compte des transformations qui marquèrent la fin de la République. Deux principalement doivent retenir l'attention.

La première est liée à la forte influence que les modèles hellénistiques exercèrent sur la société aristocratique romaine. La société romaine n'était pas isolée et les revendications de vertu et de supériorité qui sollicitaient les consciences et s'établissaient dans l'espace civique, n'avaient pas pour seuls destinataires les Romains eux-mêmes. N'oublions pas par exemple que les premiers Annalistes écrivirent en grec. Les revendications de supériorité s'adressaient aussi aux voisins de Rome, Italiens d'abord et parmi eux, Grecs de Grande Grèce, puis habitants de toute l'oïkoumène. Les valeurs dans lesquelles elles devaient s'exprimer s'inscrivaient de plus en plus dans les formes que lui donnait la culture dominante de l'époque. Il faudrait ainsi redonner leur juste place à la rhétorique et à la philosophie qui ouvraient le débat et imposaient que la supériorité ne fût pas seulement celle de l'autorité et de la vaillance, mais aussi celles de l'adéquation à un souverain bien susceptible de recevoir des définitions nouvelles par les discours et par les actes. En ce sens, la capacité d'innovation représentait une force dont les principaux hommes politiques de la fin de la République cherchèrent à se grandir, chacun à sa manière. Il y a donc quelque insuffisance à l'analyser sous le seul aspect d'une dilution des références (pp. 193-195).

L'autre grande source de transformations qu'il faudrait sans doute davantage prendre en compte est celle que provoqua l'ouverture de la citoyenneté romaine à toute l'Italie. Le concept du « face to face » prend-il le même sens concret quand l'analyse porte sur un corps civique qui atteint le million d'individus et qui ne peut plus concrètement se réunir ? Les conditions de la politique changent alors. Les messages se font plus symboliques (monnaies, thèmes iconographiques) ou circulent autrement (publication de discours, libelles). Des déplacements s'opèrent qui conduisent à privilégier d'autres lieux d'interaction (*ludi*) ou des groupes qui se définissent comme les citoyens romains par excellence (population de la ville de Rome, soldats).

L'écriture de l'Histoire est faite de balancements. Face à l'histoire institutionnelle et à un positivisme qui conduit à l'anachronisme par manque d'attention à l'altérité des sociétés du passé, le modèle que H. et d'autres avec lui proposent, rétablit à juste titre les contraintes qu'imposaient aux citoyens de Rome, les idéaux dans lesquels ils trouvaient la force de leur conscience collective. Son efficacité tient à sa cohérence et à sa capacité à rendre compte de la réalité. Ce n'est donc qu'à la marge qu'il est fragile, là où précisément l'évolution produit ses distorsions.